

Commission de Régulation de l'Energie
15 rue Pasquier
75379 PARIS CEDEX 08
France

Bergen, le 30 août 2010

**Objet : Consultation publique de la CRE sur les tarifs et conditions d'accès
aux réseaux de transport de gaz naturel en France**

Madame, Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous transmettre nos commentaires concernant la consultation en objet.

Nous espérons que notre contribution appuiera utilement vos réflexions et efforts pour un marché final à la fois plus concurrentiel et intégré.

Restant à votre disposition pour toute précision utile, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en notre parfaite considération.



Alain Bourgeois
Vice President, Gas
+47 400 20 915

Norvège
Suède
Finlande
Danemark
Royaume-Uni
Allemagne
Pays Bas
France
Italie
Espagne

Bergen Energi AS
Fantoftvegen 38
5072 Bergen
Norway
Tel.: +47 55363700
Fax: +47 55363701

www.bergen-energi.com
Capital social : 909.000 euros
N° SIRET : 448 177 394



**ERNST & YOUNG
ENTREPRENEUR
OF THE YEAR®
2007**

**Consultation publique de la CRE
sur les tarifs et conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz naturel en France**

Q1 – Nous sommes favorables à la fusion des zones Nord H et Nord B au 1^{er} avril 2013.

Q2 – Nous sommes favorables à la mutualisation totale du coût de conversion du gaz H en gaz B dès le 1^{er} avril 2011.

Q3 – Considérant l'étude menée par GRTgaz et TIGF, ainsi que les résultats des travaux de la Concertation Gaz, nous pensons que la fusion des zones GRTgaz Sud et TIGF peut être réalisée au 1^{er} avril 2013 et que les règles opérationnelles proposées aux expéditeurs peuvent être simplifiées.

Q4 – Nous sommes par principe favorables à une diminution, voire à la suppression, du terme tarifaire à l'interface entre les zones TIGF et GRTgaz dès le 1^{er} avril 2011, que la création à terme d'une zone d'équilibrage unique « sud » soit retenue ou non.

Q5 – Nous sommes naturellement favorables au maintien du principe de péréquation des tarifs aux points d'entrée sur le territoire français.

Nous n'avons pas d'objection à la hausse des tarifs aux points d'interface transport stockage (PITS) et pensons que cette évolution pourrait indirectement contribuer à dynamiser les échanges sur les marchés de court terme (concurrence stockage physique vs stockage 'virtuel' par recours au marché). Nous sommes plus réservés concernant les évolutions envisagées pour les règles tarifaires applicables à l'interface avec les terminaux méthaniers : considérant le rôle particulier des approvisionnements GNL dans le développement de la concurrence (flexibilité de la ressource, modèles de *pricing* non nécessairement similaires aux modèles habituels des contrats long terme pour le gaz importé par pipelines), nous pensons qu'un certain niveau de péréquation tarifaire via les tarifs de transport pourrait être retenu. Il conviendrait juste de s'assurer que le coût des investissements nécessaires à des positions exclusives et pérennes de certains acteurs ne soient pas mutualisés.

Q7-Q9 – S'il est décidé que les coûts additionnels liés aux besoins de flexibilité des sites fortement modulés ne seront pas mutualisés, nous pensons que le nouveau service de flexibilité infra-journalière devrait être applicable exclusivement aux centrales électriques. Les besoins de flexibilité infra-journalière des autres consommateurs finaux fortement modulés devraient continuer à être mutualisés dans le cadre du 'marché conventionnel'.

Q11-Q12 – Nous appuyons toute évolution des règles d'équilibrage vers des systèmes établis sur des logiques de marché. Par exemple sur le principe que les écarts sont soldés aux prix du marché spot, sans pénalité additionnelle. Il convient aussi de s'assurer que la mise en œuvre des systèmes cibles sera aisée pour des clients finaux désirant assurer leur propre prestation d'expédition et d'équilibrage, sans être contraints d'avoir recours aux services de fournisseurs-expéditeurs.

Q13 – Nous pensons que l'émergence d'un marché concurrentiel et compétitif suppose aussi que les clients finaux le désirant seront en situation effective de s'approvisionner directement sur les marchés de gros (*virtual points*) et d'organiser aisément par eux-mêmes l'expédition et l'équilibrage du gaz jusqu'aux sites de consommation. Cela suppose la mise en place de modèles simplifiés et transparents où les gestionnaires de réseaux investissent dans des solutions qui simplifient l'activité d'acheminement. La France pourrait s'inspirer des progrès significatifs et rapides effectués en ce sens dans des pays voisins comme l'Allemagne ou les Pays-Bas.